



L'AVENIR DE LA SANTÉ EN EUROPE : RÉDUIRE LES INÉGALITÉS

par Vytenis Andriukaitis

“

La plupart des maladies chroniques sont liées à des facteurs de risques évitables, découlant du mode de vie des personnes et touchant plus souvent les groupes défavorisés.

Pourquoi les pays de l'OCDE consacrent-ils donc seulement 3% de leurs budgets de santé à la prévention ?

”

Dans un monde qui recèle tant de richesses, pourquoi de si nombreux citoyens ne disposent-ils que d'un accès limité, voire nul, aux soins de santé ? Comment est-il possible que certaines personnes soient en moins bonne santé en raison de leur situation socioéconomique, de leur sexe ou de leur nationalité ? En tant que médecin, social-démocrate et commissaire européen chargé de la santé et de la sécurité alimentaire, cette situation est inacceptable.

Des progrès ont indéniablement été réalisés dans l'Union européenne et le reste du monde pour améliorer l'accès aux soins de santé. En 2015, les Nations Unies ont adopté leurs objectifs de développement durable, reconnaissant l'importance de « permettre à tous de vivre en bonne santé et [de] promouvoir le bien-être de tous à tout âge ». Un an plus tard, la signature du socle européen des droits sociaux – avec la santé au cœur des préoccupations – a consacré l'engagement de l'UE dans la lutte contre les inégalités.

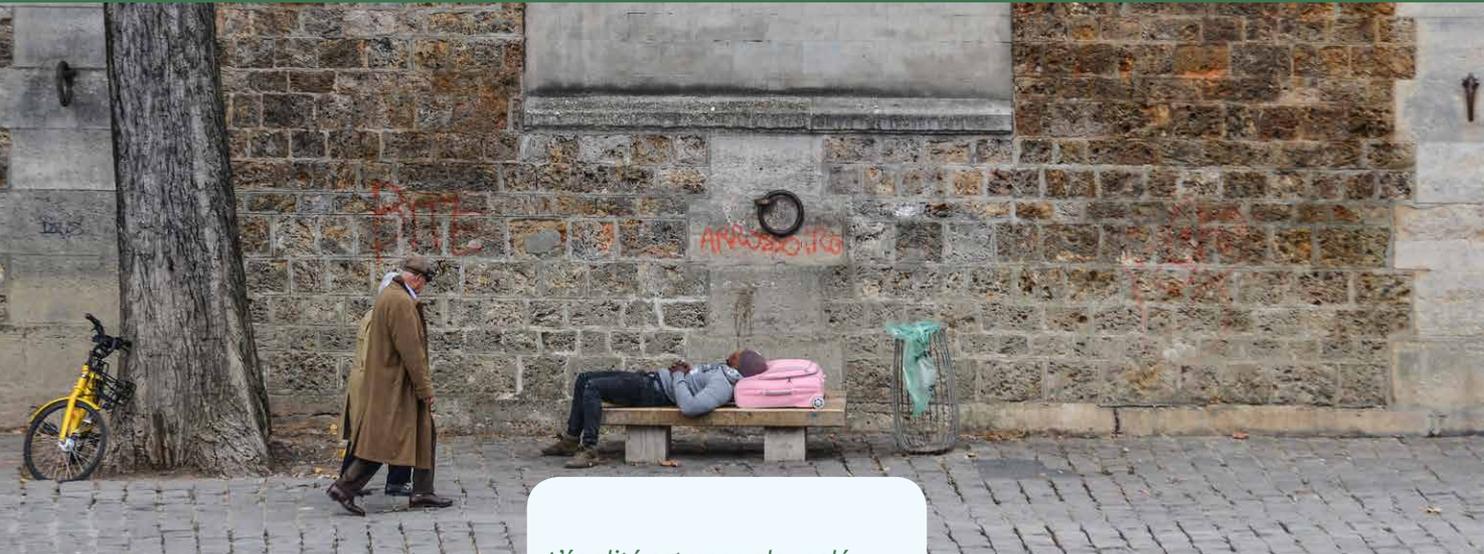
Toutefois, comme l'indique le rapport « Panorama de la santé: Europe » de 2018, le bilan reste mitigé. D'un côté, le nombre d'Européens déclarant des besoins de santé non satisfaits pour des raisons financières a baissé, mais de l'autre, les personnes ayant un niveau d'éducation faible vivent six ans de moins que celles présentant un niveau d'instruction plus élevé. Comment agir de manière concrète

pour rendre la santé plus équitable ? À quels niveaux les mesures doivent-elles être prises ?

L'accès universel aux soins de santé et aux médicaments : une utopie ?

Ces deux points constituent clairement la clé du problème. La bonne santé des personnes ne devrait pas dépendre du prix qu'elles sont capables de payer pour être soignées et l'accès aux médicaments ne devrait pas découler des règles dictées par leur pays de résidence. Le secteur européen des soins de santé doit donc viser ces objectifs en priorité et je pense qu'il peut les atteindre en déployant suffisamment d'efforts dans la bonne direction.

Bien que les États membres restent responsables de l'accès aux médicaments, une approche européenne pourrait rendre les innovations accessibles et abordables pour tous les citoyens. En outre, en investissant



L'égalité est une valeur clé de l'UE, mais pourquoi la Santé présente-t-elle tant d'inégalités ? Et comment y remédier ? @V_Andriukaitis



dans des recherches axées sur la santé, menées à l'échelle de l'UE, nous pourrions rassembler nos connaissances et proposer encore plus d'innovations. Dans le cas des maladies rares, par exemple, s'ils suivent une approche fragmentée, les pays ne disposent chacun que de données et d'une expertise limitées. Cependant, nous pouvons alimenter nos bases de données via les réseaux européens de référence (REF) et ainsi créer un écosystème de recherche collaborative, afin de traiter ces maladies de manière uniforme dans l'ensemble l'UE.

devons nous souvenir de ces valeurs et ne pas leur tourner le dos. L'Union est responsable de la santé de chacun de ses citoyens, quelle que soit leur nationalité.

nous ne changeons pas la donne, nous ne pourrions pas progresser en matière de soins de santé face au vieillissement de la population et à l'augmentation de la multimorbidité.

Mais ne soyons pas dupes : les ministres de la Santé ne peuvent pas y parvenir seuls. La santé doit figurer dans les politiques de tous les secteurs, car seule une approche globale permettra d'attaquer à la racine les facteurs déterminants de la santé. L'éducation, par exemple, est un déterminant social clé de la santé. Le succès de toutes les interventions en matière de santé publique (y compris les politiques de prévention) en dépend entièrement. En effet, comment pouvons-nous demander aux citoyens de modifier leurs comportements s'ils n'en saisissent pas les conséquences ?

Priorité à la santé

Toutes ces mesures reposent clairement sur une coopération transfrontalière. Comme mentionné ci-dessus, une approche européenne nous permettrait de bénéficier de vastes connaissances partout dans l'Union – une opportunité particulièrement intéressante pour les plus petits pays, qui ne pourraient autrement pas disposer de ces ressources.

N'oublions pas que l'UE a été fondée sur des valeurs de solidarité et d'égalité. En cette période de changement et d'agitation, nous

Intégrer les questions de santé dans toutes les politiques

Représentant de loin la principale cause de mortalité dans l'UE, les maladies chroniques sont un autre domaine de la plus haute importance. Pourtant, la plupart de ces maladies sont liées à des facteurs de risques évitables, découlant du mode de vie des personnes et touchant plus souvent les populations défavorisées. Ces quatre dernières années, j'ai donc demandé à tous les ministères et parlements nationaux pourquoi les pays de l'OCDE ne consacraient que 3 % de leurs budgets de santé à la prévention. Si

Santé et désinformation

Comme en témoignent les récentes épidémies de rougeole causées par de fausses informations sur les vaccins, l'éducation est intrinsèquement liée à la désinformation, dont les répercussions sur la santé sont considérables. Les personnes ayant un niveau d'éducation plus faible sont les

plus vulnérables face à ce phénomène. La Commission européenne lutte actuellement contre la désinformation, mais nous devons aussi responsabiliser les citoyens en leur présentant les bonnes informations et en intégrant la santé au cœur des politiques d'éducation.

Enfin, nous ne pourrions évidemment pas atteindre ces objectifs sans investissements. Nous oublions souvent que la santé est une ressource. Elle est précieuse pour les individus, mais elle assure aussi une main-d'œuvre performante, une forte productivité, ainsi que de nombreux avantages économiques. C'est en investissant dans la santé que nous créerons une société plus saine sur tous les plans.

Cette liste n'est évidemment pas exhaustive, mais elle donne une vision générale des mesures à prendre pour rendre les soins de santé plus équitables. Les normes sociales européennes comptent parmi les plus strictes au monde, mais nous devons rester vigilants. Je suis fier de dire que la santé est inscrite au cœur du socle européen des droits sociaux. En le signant, nous nous sommes engagés à lutter contre les inégalités collectivement, au niveau européen.

Respectons donc cet engagement. Car la santé est un droit, et non un privilège.



> AUTEUR

Vytenis Andriukaitis est ancien ministre de la Santé en Lituanie, il est aujourd'hui commissaire européen chargé de la santé et de la sécurité alimentaire. Chirurgien cardiaque de formation, il a cosigné l'Acte de rétablissement de l'État lituanien en 1990. Vytenis Andriukaitis est également l'un des auteurs de la constitution lituanienne et l'un des fondateurs du parti social-démocrate lituanien.

À voir d'autres réactions sur les inégalités en matière de santé

Richard Wilkinson, professeur honoraire d'épidémiologie sociale, auteur de « Pourquoi l'égalité est meilleure pour tous » (2008) et de « The Inner Level » (2018). Voir la version courte et longue en ligne.



Timon Forster, candidat au PhD de la "Berlin Graduate School for Transnational Studies" à l'Université libre de Berlin. Il est co-auteur de l'étude FEPS-TASC sur les inégalités en matière de santé en Europe.



Alexander Kentikelenis est professeur assistant de sociologie et d'économie politique à l'Université Bocconi. Il est co-auteur de l'étude FEPS-TASC sur les inégalités en matière de santé en Europe.

